

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
ETRANGER	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
	Par porteur ou par poste :	
DU	Togo, France et autres Pays d'expression française : 90 frs	
NUMERO	Etranger Port en sus.	

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :  
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

1975

12 août — Décret n° 75-156 portant composition, attribution et utilisation des plaques rélectorisées d'immatriculation des véhicules automobiles appartenant aux missions diplomatiques ou consulaires, aux représentations des organismes internationaux ayant leur résidence au Togo, ainsi qu'à leurs agents de statut diplomatique	430
25 août — Décret n° 75-158 portant ouverture d'une ambassade de la République togolaise au Canada	431
1 <sup>er</sup> sept. — Décret n° 75-159 portant expulsion	432
9 sept. — Décret n° 75-162 portant nomination d'un directeur de SORAD au ministère de l'équipement rural	431

### ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté portant admission à la retraite	432
--	-----

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté et décisions portant promotion, intégration et réformes par mesure disciplinaire	432
---	-----

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1975

6 août — Décision n° 1017-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'union des radio-diffusions et télévisions nationales africaines (URTN) à Dakar	432
7 août — Décision n° 1019-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur	432
8 août — Décision n° 1024-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au représentant résident des Nations Unies à Lomé	432
11 août — Décision n° 1027-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au centre régional de formation pour entretien routier à Lomé	433
11 août — Décision n° 1028-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au ministre de l'intérieur	433
11 août — Décision n° 1029-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la conférence parlementaire de l'association CEE/EAMMA à Strasbourg	433
11 août — Décision n° 1030-MFE/CAB portant autorisation de virement d'une somme à l'agent comptable de l'ASECNA à Lomé	434
11 août — Décision n° 1031-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) à Dakar	433
11 août — Décision n° 1032-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA) à Dakar	433
11 août — Décision n° 1033-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à la fédération mondiale des villes jumelées-citées unies à Paris	433
11 août — Décision n° 1034-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'union postale universelle (U.P.U.) à Berne	433
11 août — Décision n° 1035-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) à Paris	433
11 août — Décision n° 1037-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) à Genève (Suisse)	434

11 août — Décision n° 1038-MFE/F accordant une subvention au centre national de promotion des petites et moyennes entreprises (CNPPME) à Lomé ..	434
11 août — Décision n° 1039-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du « Recueil Penant » à Paris ..	434
11 août — Décision n° 1040-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agent comptable de la « Revue Juridique et Politique » à Paris ..	434
12 août — Décision n° 1048-MFE/CAB portant autorisation de virement d'une somme à l'agent comptable de l'ASECNA à Lomé ..	434
12 août — Décision n° 1049-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agent comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'Outre-Mer à Paris ..	434
19 août — Décision n° 1066-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) à Lomé ..	434
20 août — Décision n° 1073-MFE/FO portant autorisation de déblocage d'une somme au chef de circonscription administrative de Tchaoudjo ....	434
Décision portant nomination .....	435

#### MINISTERE DU PLAN

1975	
18 août — Décision n° 81-MP/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme à l'office national des produits vivriers (TOGOGRAIN) à Lomé ..	435
18 août — Décision n° 82-MP/SFCEP portant autorisation de virement d'une somme à TOGOFRUIT à Lomé ..	435
18 août — Décision n° 83-MP/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au bureau d'études d'architecture et d'urbanisme à Lomé ....	435

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1975	
12 août — Arrêté n° 34-MEN portant création d'inspection de l'enseignement du premier degré .....	435
28 août — Arrêté n° 36-MEN portant création d'une troisième circonscription pédagogique à Lomé .....	435
28 août — Arrêté n° 37-MEN portant création de collèges d'enseignement général .....	437
29 août — Arrêté n° 39-MEN portant transfert d'établissement .....	437
10 sept. — Arrêté n° 41-MEN portant morcellement de l'école publique d'Alogamé n° 2 .....	437
Arrêté et décisions portant nominations .....	437

#### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1975	
1 <sup>er</sup> sept. — Arrêté n° 609-MJFP-T portant promotion dans le corps du personnel de la statistique générale .....	438
Arrêtés portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisation, régularisation de situation administrative, radiation, acceptation de démission et rectificatif à un précédent arrêté portant admission à la retraite .....	438

#### MINISTERE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêtés portant nominations .....	443
-----------------------------------	-----

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

1975	
26 août — Arrêté n° 11-MDR portant création de l'institut national des plantes à tubercules .....	443
Arrêté et décision portant nominations .....	444

## DIVERS

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1975	
11 août — Arrêté n° 282-MFE/CAB portant création d'une caisse d'avance à la direction du génie rural et nomination d'un régisseur .....	444

Arrêtés portant augmentation du plafond de la caisse d'avance du service des P.T.T. et approbation de rôles .....	444
---	-----

#### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décision portant admission au centre de formation professionnelle agricole de Tové (promotion 1975-1978) .....	446
--	-----

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

## DECRETS

**DECRET N° 75-156 du 12 août 1975 portant composition, attribution et utilisation des plaques rélectorisées d'immatriculation des véhicules automobiles appartenant aux missions diplomatiques ou consulaires, aux représentations des organismes internationaux ayant leur résidence au Togo, ainsi qu'à leurs agents de statut diplomatique.**

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint des ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, des finances et de l'économie et du commerce, de l'industrie et des transports ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 64-17 du 11 juillet 1964 modifiée par la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes notamment en son article 164 ;  
Le conseil des ministres entendu,

## DECRETE :

Article premier — Les véhicules appartenant aux missions diplomatiques ou consulaires et aux représentations des organismes internationaux ayant leur résidence au Togo, ainsi qu'à leurs agents de statut diplomatique, seront immatriculés sur des plaques rélectorisées de type agréé par le ministère du commerce, de l'industrie et des transports.

Art. 2 — Le numéro d'immatriculation d'un véhicule appartenant à une mission diplomatique sera composé des lettres CD (Corps Diplomatique) précédées du numéro affecté à la mission diplomatique et suivies du numéro d'ordre interne du véhicule.

Les lettres CMD seront attribuées au véhicule de fonction du chef de la mission diplomatique.

Art. 3 — Le numéro d'immatriculation d'un véhicule appartenant à une mission consulaire sera composé des lettres CC (Corps Consulaire) précédées du numéro affecté à la mission consulaire et suivies du numéro d'ordre interne du véhicule.

Art. 4 — Le numéro d'immatriculation d'un véhicule appartenant à une représentation d'organisme international sera composé des lettres OI (Organisme Interna-

tional) précédées du numéro affecté à la représentation et suivies du numéro d'ordre interne du véhicule.

Art. 5 — Les dimensions des plaques d'immatriculation, celles des lettres CMD, CD, CC et OI et celles des numéros d'affectation et numéros d'ordre interne sont les suivantes :

- Hauteur des chiffres et lettres 75 m/m
- Largeur des chiffres et lettres 45 m/m
- Espace libre entre les chiffres ou lettres 30 m/m
- Hauteur des plaques avant et arrière 160 m/m
- Hauteur éventuelle de la plaque avant 100 m/m

Art. 6 — Les lettres CMD, CD, CC, OI, ainsi que les numéros d'affectation et les numéros d'ordre seront inscrits en jaune sur fond vert.

Art. 7 — Est fixé comme suit le nombre de véhicules de fonction et de service immatriculés au nom des missions diplomatiques ou consulaires et des représentations des organismes internationaux et devant bénéficier de l'exonération des droits de douanes et des taxes d'effet équivalent, à l'exception des taxes perçues en contrepartie des prestations de service.

#### 1 — Mission Diplomatique :

- Chef de mission : 1 véhicule de fonction (CMD)
- Chancellerie : 4 véhicules de service (CD)

#### 2 — Mission Consulaire :

- Chef de mission : 1 véhicule de fonction (CC)
- Chancellerie : 1 véhicule de service (CC)

#### 3 — Représentation d'Organisme International :

- Représentant : 1 véhicule de fonction (OI)
- Bureau de représentation : 2 véhicules de service (OI).

Art. 8 — Est fixé comme suit le nombre de véhicules immatriculés au nom du personnel de statut diplomatique des missions diplomatiques ou consulaires et des représentations des organismes internationaux inscrits sur la liste diplomatique établie chaque année par le ministère des affaires étrangères sur présentation du passeport diplomatique d'origine.

Ces véhicules bénéficieront de l'exonération des droits de douanes et des taxes d'effet équivalent, à l'exception des taxes perçues en contrepartie des prestations de service.

#### 1 — Mission diplomatique :

- Chef de mission : 2 véhicules (CD)
- Agent de statut diplomatique : 1 véhicule (CD)

#### 2 — Mission consulaire :

- Chef de mission : 1 véhicule (CC)
- Agent de statut diplomatique : 1 véhicule (CC)

#### 3 — Représentation d'organisme international :

- Représentant : 1 véhicule (OI)
- Agent de statut diplomatique : 1 véhicule (OI).

Art. 9 — En dehors des véhicules visés aux articles 7 et 8, tout autre véhicule en dépassement du nombre fixé sera soumis aux droits et taxes en vigueur.

Art. 10 — Les véhicules visés aux articles 7 et 8 ne peuvent, sous peine de sanctions, être prêtés à des personnes étrangères aux missions diplomatiques ou consulaires et aux représentations des organismes internationaux.

En cas de vente ou de cession, lesdits véhicules doivent faire l'objet d'une déclaration en douane et au service des transports routiers et acquitter les droits et taxes en vigueur.

Art. 11 — Le présent décret annule toutes dispositions antérieures, notamment les arrêtés n° 19/MTP/TP du 21 septembre 1960, n° 1/PM du 8 janvier 1961 et prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Art. 12. — Le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et de l'économie et le ministre du commerce, de l'industrie et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 12 août 1975

Général G. Eyadéma

### DECRET N° 75-158 du 25 août 1975 portant ouverture d'une Ambassade de la République togolaise au Canada.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 2 du 6 janvier 1975 constituant loi de finances pour l'exercice 1975,

#### DECRETE :

Article premier — Une Ambassade de la République togolaise est ouverte au Canada (Ottawa).

Art. 2. — Le présent décret prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1975.

Art. 3. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 25 août 1975

Général G. Eyadéma

### DECRET N° 75-162 du 9 septembre 1975 portant nomination d'un directeur de SORAD au ministère de l'équipement rural.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'équipement rural ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967,

#### DECRETE :

Article premier — Est et demeure abrogé le décret n° 70-116 du 16 mai 1970 portant nomination.

Art. 2. — M. Walla Koffi Kadanga, ingénieur d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire est nommé directeur de la SORAD des savanes en remplacement de M. Mourrey Somoko-Balantpli, ingénieur d'élevage appelé à d'autres fonctions.

Art. 3. — Le ministre de l'équipement rural est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 9 septembre 1975

Général G. Eyadéma

### Expulsion

Décret n° 75-159 du 1-9-75. — Il est enjoint au Révérend père Deniau Maurice Jean, né le 8 octobre 1923 à Maisons Alfort (Seine), de nationalité française, de quitter le Togo dans un délai de 24 heures.

Il est interdit à l'intéressé de reparaître sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Retraite

Arrêté n° 149-INT-CGC du 18/8/75 — L'adjudant Agbosso Kamalé mle 328 du détachement de Lomé, est mis à la retraite d'office pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de circonscription le 31 juillet 1975.

La gratuité de transport lui est accordée pour rejoindre son foyer avec sa famille.

### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

#### Promotion

Arrêté n° 117-PR-MDN du 20/8/75 — L'aspirant Nandja Zakari, en stage à l'école de l'air «Salon de Provence», est promu au grade de sous-lieutenant échelon 2 indice 1400 dans les forces armées togolaises à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1975.

#### Intégration

Décision n° 179-PR-MDN du 26/8/75 — A compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975, le commissaire Lawson Laté (ex-sous-officier) n° mle. 53-987-75.686 est intégré dans les forces armées togolaises et affecté au 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais comme lieutenant.

A compter de la même date, l'intéressé percevra les émoluments mensuels correspondant à sa nouvelle situation soit :

lieutenant 4<sup>e</sup> échelon — indice 1750.

Date d'entrée en service : le 1<sup>er</sup> juin 1954 — interruption du 1<sup>er</sup> janvier 1963 au 17 février 1965 inclus — soit 2 ans 1 mois 17 jours — Date rectifiée pour départ des services comptant pour la retraite 18 juillet 1956.

### Réformes par mesure disciplinaire

Décision n° 180-PR-MDN du 26-8-75 — Est réformé par mesure disciplinaire le soldat de 2<sup>e</sup> classe Eklou Dackey, n° mle 73-02-2345 de la 4<sup>e</sup> compagnie du 2<sup>e</sup> B.M. du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais à Lomé à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975.

La gratuité de transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille. Il sera rayé des contrôles des forces armées togolaises et du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975.

Décision n° 199-PR-MDN du 3/9/75 — Est réformé par mesure disciplinaire à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975, le capitaine Ezi Comlan Mawulikplimi du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais.

L'intéressé sera rayé des contrôles des forces armées togolaises et du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975.

La gratuité de transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### Autorisations de paiement

Décision n° 1017-MFE-F du 6/8/75 — Est autorisé le paiement au profit de l'union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales Africaines (URTNA), de la somme de deux millions cinquante mille (2.050.000) francs CFA, soit dix mille dollars (10.000 dollars) représentant la contribution du Togo audit organisme au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 30023 ouvert auprès de la Banque Sénégal-Koweïtienne à Dakar au nom de l'URTNA.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1019-MFE-F du 7-8-75 — Est autorisé le paiement au nom du trésorier-payeur, de la somme de quatorze millions quatre cent trente cinq mille deux cent vingt (14.435.220) francs pour lui permettre de régulariser certaines dépenses payées lors de la conférence des chefs d'Etat de l'UMOA, tenue à Lomé dans le courant du mois d'octobre 1974.

La dépense est imputable, en dépassement de crédit, sur le budget général exercice 1974, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1024-MFE-F du 8-8-75 — Est autorisé le paiement au profit du représentant résident des Nations Unies à Lomé, de la somme de dix mille francs cfa (10.000)

représentant la contribution volontaire du gouvernement togolais au programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 900.105-14 ouvert auprès de la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (B.T.C.I.) à Lomé au nom dudit représentant.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-b.

Décision n° 1027-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit du Centre Régional de Formation pour Entretien Routier (CERFER), de la somme de douze millions cinq cent mille (12.500.000) francs cfa représentant la participation financière du Togo aux frais de fonctionnement dudit Centre au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 70.270 ouvert auprès de l'Union Togolaise de Banque à Lomé au nom du CERFER.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 41, article 4.

Décision n° 1028-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de M. Kounalè Eklo, Ministre de l'Intérieur, de la somme de trois millions deux cent cinquante mille (3.250.000) francs cfa représentant la deuxième tranche de la somme destinée aux opérations de sécurité sur toute l'étendue du Territoire au titre de l'année 1975.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 15, article 2.

Décision n° 1029-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement, au profit de la Conférence Parlementaire de l'Association CEE-EAMMA, de la somme de six cent mille (600.000) francs cfa représentant la participation du Togo aux frais de fonctionnement de ladite conférence pour l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 72395-3 ouvert auprès de la société Alsacienne de Banque à Strasbourg au nom du Parlement Européen.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1031-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), de la somme de un million trois cent soixante onze mille trois cent douze (1.371.312) francs cfa, soit 6.407,87 dollars U.S. représentant la contribution du Togo à ladite Organisation au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 900.033 ouvert auprès de la Banque internationale pour

le commerce et l'industrie (B.I.C.I.) 2, avenue Roume Dakar au nom de l'O.A.C.I.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 1032-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit du Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique (COD ESRIA), de la somme de huit cent trente deux mille (832.000) francs cfa, soit quatre mille (4.000) dollars U.S. représentant la contribution financière du Togo audit conseil au titre des années 1973 et 1974.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 900.795 ouvert auprès de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie (B.I.C.I.) 2, avenue Roume Dakar — Sénégal, au nom du CODESRIA.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1033-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Citées Unies, de la somme de six cent mille (600.000) francs cfa représentant la contribution du Togo à ladite fédération au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 23.955 ouvert auprès de la Banque nationale de Paris (B.N.P.) 135, BD. saint Germain 75-Paris au nom de la F.M.V.I.C.U.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1034-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'Union Postale Universelle (U.P.U.), de la somme de huit cent soixante mille six cent quarante (860.640) francs cfa, soit 9.780 francs suisses représentant la contribution du Togo à cet Organisme au titre de l'année 1974.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 1911 ouvert à la Banque Populaire suisse à Berne au nom de l'U.P.U.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 1035-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'Agence de coopération Culturelle et Technique (A.C.C.T.), de la somme de quatre millions cinq cent quarante mille sept cent soixante dix (4.540.770) francs cfa, soit 90.815,40 francs français représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement de ladite agence au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 114.821-43 ouvert auprès du crédit du nord et union parisienne, 180, rue de Grenelle 75007 Paris au nom de l'A.C.C.T.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975 de la manière suivante:

Chapitre 41, article 3, paragraphe 2 ..... 4.500.000 frs.  
Chap. 41, article 3, parag. 2 (imprévus) ..... 40.770 frs.

Décision n° 1037-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.), de la somme de un million neuf cent quatre vingt six mille (1.986.000) frs. cfa, représentant un acompte sur la contribution financière du Togo à cet organisme au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte ouvert à la Lloyds Bank-Europe limited à Genève-Suisse au nom du G.A.T.T.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 1039-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit du "Recueil Penant", de la somme de cinquante mille (50.000) francs cfa, représentant la contribution volontaire du Togo audit recueil au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 16.138-45 ouvert à Paris au nom de l'E-diafric, la documentation africaine, 57 avenue d'Iéna 75783-Paris Cedex 16.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1040-MFE-F du 11-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de la "Revue Juridique et Politique", de la somme de cinquante mille (50.000) francs cfa, représentant la contribution financière volontaire du gouvernement togolais à ladite revue au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 16.138-45 ouvert à Paris au nom de l'E-diafric, la Documentation africaine, 57 avenue d'Iéna 75783-Paris Cedex 16.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1049-MFE-F du 12-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'Agent comptable du bureau d'études des postes et télécommunications d'Outre-Mer (BE PTOM), de la somme de quatre vingt dix huit mille cinq cent quarante neuf (98.549) francs cfa représentant les frais de travaux effectués pour le service des postes et télécommunications de la République togolaise.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 9042-16 Paris au nom de l'agent comptable du BEPTOM.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1066-MFE-F du 19-8-75 — Est autorisé le paiement au profit de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA),

de la somme de quatorze millions quatre vingt quinze mille quatre cent quarante cinq (14.095.445) francs cfa représentant la contribution complémentaire de la République togolaise au budget de cet organisme en application du décret n° 75-6 du 30-1-75 portant majoration des salaires et traitements des travailleurs des secteurs publics, parapublics et privés du Togo.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9.270.142 ouvert auprès de l'U.T.B. à Lomé au nom de l'ASECNA.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 38, article 15.

### Autorisations de virement

Décision n° 1030-MFE-Cab du 11-8-75 — Est autorisé le virement en faveur de l'Agent Comptable de l'ASECNA, à son compte ouvert à l'Union togolaise de Banque (U.T.B.) sous le n° 70.142, de la somme de cinq cent quarante six millions (546.000.000) de francs cfa pour l'extension et l'aménagement des installations de l'aérodrome de Lomé.

La dépense, qui est imputable en dépassement sur le budget d'investissement 1975, titre II, chapitre 6, article 1, paragraphe 1, rubrique g, sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du paiement anticipé qu'il a effectué.

Décision n° 1048-MFE-Cab du 12-8-75 — Est autorisé le virement en faveur de l'Agent Comptable de l'ASECNA, à son compte ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) sous le n° 70.142, de la somme de trois cent millions (300.000.000) de francs cfa représentant la première tranche des travaux d'extension et d'aménagement des installations de l'aérodrome de Lomé.

La dépense est imputable en dépassement au budget d'investissement 1975, titre II, chapitre 6, article 1, paragraphe 1, rubrique g.

### Subvention

Décision n° 1038-MFE-F du 11-8-75 — Une subvention de seize millions (16.000.000) de francs est accordée au Centre National de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (CNPPME) au titre de l'année 1975.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 133/CNPPME ouvert dans les écritures du trésor au nom dudit centre.

La dépense est imputable sur le budget général, exercice 1975, chapitre 42, article 9.

### Autorisation de déblocage d'un crédit

Décision n° 1073-MFE-FO du 20-8-75 — Est autorisé le déblocage au profit du chef de la circonscription administrative de Tchaoudjo, de la somme de deux millions de francs (2.000.000) francs pour lui permettre d'effectuer les travaux d'entretien et d'aménagement de la résidence ainsi que des bureaux du chef de la circonscription de Tchaoudjo.

La dépense est imputable au chapitre 38, article 11 du budget général, exercice 1975.



### Nomination

Décision n° 1112-MFE du 22-8-75 — M. Gálley Setsoafia (Gabriel), agent d'assiettes de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon est nommé chef de l'inspection des plateaux des impôts par intérim, en remplacement de M. Soglohun Yao (Lucas), titulaire d'un congé administratif.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

### MINISTERE DU PLAN

#### Autorisations de paiement et de virement

Décision n° 81-MP-SFCEP du 18-8-75 — Est autorisé le virement au profit de l'Office National des produits vivriers (Togograin) à son compte ouvert à l'UTB sous le n° 60347, de la somme de vingt cinq millions (25.000.000) de francs cfa au titre de la participation de l'Etat au capital social dudit Office.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1975, titre III, chapitre 7, article 4, paragraphe 1, rubrique b.

Décision n° 82-MP-SFCEP du 18-8-75 — Est autorisé le virement en faveur de Togofruit, à son compte ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo à Lomé sous le n° 115-47, de la somme de soixante treize millions (73.000.000) de francs cfa au titre de programme d'ana-cardier.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement 1975, titre III, chapitre 7, article 3, paragraphe 1, rubrique a.

Décision n° 83-MP-SFCEP du 18-8-75 — Est autorisé le paiement en faveur du bureau d'Etudes d'Architecture et d'Urbanisme "Team da Silva", à son compte ouvert à l'UTB à Lomé sous le n° 13.968, de la somme de sept millions (7.000.000) de francs cfa représentant les honoraires de l'architecte relatifs à la mission partielle d'études réalisée pour la Mini Maison du RPT de Lama-Kara.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1974, titre V, chapitre 5, article 2, paragraphe 1, rubrique d (CF n° 204-75 du 30-6-75).

### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

#### ARRETE N° 34/MEN du 12 août 1975 portant création d'inspection de l'enseignement du premier degré.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;  
Vu les nécessités du service ;  
Sur proposition du directeur de l'enseignement du premier degré,

#### ARRETE :

Article premier — Il est créé respectivement à Pagouda et à Kandé une inspection de l'enseignement du premier degré chargée de la vie pédagogique, matérielle

et morale des jardins d'enfants, écoles primaires publiques et privées des circonscriptions administratives de Pagouda et Kandé.

Art. 2. — Les chefs-lieux desdites inspections sont fixés respectivement à Pagouda et Kandé.

Art. 3. — Le présent arrêté, qui prend effet pour compter du 15 septembre 1975, sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 août 1975

Yaya Malou

#### ARRETE N° 36/MEN du 28 août 1975 portant création d'une troisième circonscription pédagogique à Lomé.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des différentes catégories de personnel ;  
Vu la décision n° 221/MEN du 20 août 1975 portant mutation d'inspecteurs de l'enseignement du premier degré ;  
Vu les nécessités du service ;  
Sur proposition du directeur de l'enseignement du premier degré,

#### ARRETE :

Article premier — Il est créé à Lomé une troisième circonscription pédagogique dénommée **circonscription pédagogique de Lomé-centre**.

Art. 2. — La circonscription pédagogique de Lomé-centre contrôle la vie pédagogique, matérielle et morale des jardins d'enfants, écoles primaires publiques et privées compris entre les lignes de démarcation suivantes :

1 — Limite Nord : Le Sio ;

2 — Limite Sud : L'Océan Atlantique ;

3 — Limite Est : Avenue de la Libération depuis la Mer jusqu'à son intersection avec la Route Circulaire — Portion de la Route Circulaire comprise entre l'Avenue de la Libération et la Route d'Atakpamé. — Route de l'Aéroport jusqu'à son intersection avec la Route de Kélégougan — Route de Kélégougan longeant le côté ouest de la concession du Collège Saint-Joseph et prolongée jusqu'au Sio.

4 — Limite Ouest : Avenue du Maréchal Joffre depuis la Mer jusqu'au Monument aux Morts et prolongée (via C.F.T — CNPP) jusqu'à l'intersection avec le Boulevard Circulaire — Route de Palimé jusqu'à la borne indicatrice — Bretelle reliant la Route de Palimé à la Route d'Atakpamé — La Route d'Atakpamé jusqu'au Sio.

Les circonscriptions pédagogiques de Lomé-Est et de Lomé-Ouest sont maintenant constituées par les jardins d'enfants, écoles primaires publiques et privées situées respectivement à l'est et à l'ouest des lignes de démarcation des limites Est et Ouest de la circonscription Pédagogique de Lomé-Centre.

Art. 3 — Le chef-lieu de la circonscription pédagogique de LOME-CENTRE est fixé dans la commune de Lomé.

Art. 4 — Le présent arrêté prend effet pour compter du 15 septembre 1975 et sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 août 1975

Yaya Malou





**ARRETE N° 37-MEN du 28 août 1975 portant création de collèges d'enseignement général.**

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 16/MEN/DPE du 7 septembre 1971 portant fixation des effectifs des élèves dans les classes des établissements secondaires,

**ARRETE :**

Article premier — Il est créé dans chacune des circonscriptions administratives suivantes un collège d'enseignement général pour l'année académique 1975-1976 :

Circonscriptions administratives	Localités
Klojo .....	Cadjagan .....
Tsévié .....	Badja .....
Blitta .....	Pagala-Gare .....

Art. 2. — Ces établissements fonctionneront suivant la réglementation en vigueur dans les collèges et lycées de la République togolaise.

Art. 3. — Le directeur de la planification de l'éducation et le directeur de l'enseignement du second degré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 28 août 1975  
Yaya Malou

**ARRETE N° 41-MEN du 10 septembre 1975 portant morcellement de l'école publique d'Ablogamé N° 2.**

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 65-85 du 4 juin 1965 portant application des dispositions du décret n° 62-23 du 23 janvier 1962 ;

Sur proposition du directeur de l'enseignement du premier degré,

**ARRETE :**

Article premier — L'école publique ci-après désignée est morcelée comme suit :

Nom et Prénoms	Grade	Localité du dépôt	Circonscription Administrative
Sankaredja Odannou .....	I	Dapaon	Dapaon
Djambiegou Kponty .....	A	Mango	Mango
Tagbata Sabagou .....	I	Niamtougou	Niamtougou
Tchara Kokou .....	A	Lama-Kara	Lama-Kara
Bassessi Gnatinkaki .....	A	Pya	Lama-Kara
Assoumanou Fousséni .....	A	Bafilo	Bafilo
Kpalla N. Pataki .....	A	Pagouda	Pagouda
Pana Akoussoum .....	A	Sokodé	Sokodé
Djabare Tassote .....	M	Bassar	Bassar
Mama Kérim .....	A	Sotouboua	Sotouboua
Tchecou Ayayi .....	A	Atakpamé	Atakpamé
Anifrani Kossitso .....	I	Amlamé	Amlamé
Ahiangban Elémawoussi .....	A	Kpalimé	Kloto
Kavegue Yawo .....	A	Notsé	Notsé
Djiyehoue Messan .....	I	Tsévié	Tsévié
Afanou Ayaba .....	I	Lomé-Pa de Souza	Lomé
Panou Comlanvi .....	I	Lomé-Route d'Aného	Lomé
Lawson Gogonata .....	I	Lomé-Bohni	Lomé
Lawson Mawuéné .....	A	Aného	Aného
Afanou Plakoo .....	A	Vogan	Vo
Agboe Kokouvi .....	A	Tabligbo	Tabligbo

Localité	situation actuelle	nouvelle situation	
		groupe A	groupe B
LOME-EST (Ablogamé n° 2)	12 classes	6 classes	6 classes

Art. 2. — Le présent arrêté qui prend effet pour compter du 15 septembre 1975 sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 10 septembre 1975

Yaya Malou

**Transfert d'un établissement scolaire**

Arrêté n° 39-MEN du 29-8-75 — Le collège d'enseignement général de Tandjoaré est transféré à Bogou.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

**Nominations**

Arrêté n° 38-MEN du 28-8-75 — M. Kueviakoe Assiongbo, assistant à l'école des sciences, est nommé conseiller pédagogique à l'OREM.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 231-MEN du 28-8-75 — M. Bikassa Kossi Essoham, instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire, est nommé surveillant général du lycée de Pya.

M. Lamewona Agbédji, instituteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, est nommé surveillant général du lycée d'Amlamé.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 236-MEN du 4-9-75 — Les enseignants dont les noms ci-après désignés sont nommés responsables des dépôts de la Librairie des Mutuelles Scolaires (Limusco) comme suit :

Les intéressés conservent les indemnités antérieurement acquises soit en qualité de directeur d'une école primaire ou d'un Collège d'enseignement général, soit en qualité d'instituteur, instituteur adjoint dans une école primaire d'application ou de professeur dans un collège d'enseignement général.

Les enseignants responsables de dépôts et non concernés par les dispositions de l'alinéa précédent, bénéficient d'une indemnité forfaitaire payée sur les fonds de la Librairie des Mutuelles Scolaires.

Le taux de cette dernière indemnité est fixée par le ministre de l'éducation nationale.

La présente décision prend effet pour compter du 15 septembre 1975.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Promotion

Arrêté n° 609-MJFP-T du 1-9-75 — Sont promus au titre des années 1974 et 1975 les fonctionnaires du corps de la statistique générale dont les noms suivent:

#### Cadre des ingénieurs des travaux statistiques (Catégorie A 2)

##### Au grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974

Houmey (Séverin), ingénieur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

##### pour compter du 3 janvier 1975

Kouevi Henriette (Olivia), ingénieur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Adognon Koffi (Séverin), ingénieur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

##### pour compter du 17 juillet 1975

Amelewonou (Cosmas), ingénieur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

#### Cadre des opérateurs-mécanographes (Catégorie B)

##### Au grade d'opérateur-mécanographe principal 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1975

Ayenu (Seth), opérateur-mécanographe de 1<sup>re</sup> classe 3 échelon

##### Au grade d'opérateur-mécanographe de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

##### pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1975

Anoumou K. (Michel), opérateur-mécanographe de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Agbomson (Prosper), opérateur-mécanographe de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

##### pour compter du 11 juillet 1975

Ahlin K. (Crespin), opérateur-mécanographe de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

### Cadre des agents techniques (Catégorie C)

#### Au grade d'agent technique de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 15 juillet 1975

Addra (Albert), agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
Afangbedji (Alexandre), — — —  
Adzonyoh (Paul), — — —

#### pour compter du 17 juillet 1975

Hossou A. (Venance), agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

#### pour compter du 25 juillet 1975

Apedo Komi (Alfred), agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

### Admissions

Arrêté n° 514-MFP du 9-7-75 — M. Agboanou Aloumon Gbèmhèho (André), licencié en droit de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Rouen (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 515-MFP du 11-7-75 — MM. Tignonkpa Apou (Ange) et El-Hadji Taïrou (Aboulazizi), titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 584-MJ-FP-T du 18-8-75 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 315-MFP du 15 avril 1975 rapportant l'arrêté n° 819-MFP du 14 novembre 1974 portant nomination de M. Kouma (Eloi) dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement.

Arrêté n° 591-MJ-FP-T du 21/8/75 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 318/MFP du 6 mai 1974 portant nomination.

M. Mathey Maté Apossan (Damasios), titulaire du diplôme de l'institut d'études internationales et des pays en voie de développement et du doctorat de 3<sup>e</sup> cycle de l'Université de Bordeaux II (lettre) est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires du département de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique, admis dans

le cadre interministériel de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 595-MFP du 25/8/75 — M. Adabrah (Jean), titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP) session 1968, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 7 mois 29 jours lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint en République du Niger du 1<sup>er</sup> janvier 1969 au 30 juin 1974, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

- instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3 ans 7 mois 29 jours de bonification
- instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1 an 7 mois 29 jours de bonification.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 596-MJ-FP-T du 25/8/75 — Les candidats dont les noms suivent, qui ont suivi les cours du centre inter-Etats des techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural de Saria (République de Haute-Volta), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaires, (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'équipement rural :

**Chapitre 20, article 4, paragraphe 5 du budget général**

Koudjou-Makim Dadja

**Chapitre 20, article 4, paragraphe 6 du budget général**

Do Rego Sanoussi Aliou

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 597-MJ-FP-T du 25-8-75 — Les candidats dont les noms suivent, diplômés du centre inter-Etats des techniciens supérieurs de l'hydraulique et de l'équipement rural de Saria (République de Haute-Volta), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs-adjoints de

3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'équipement rural :

**Chapitre 20, article 15 du budget général**

Akakpo Ayawovi (Michel)

Samlan Koffi (Joseph)

Agboka Komi (Emmanuel).

**Chapitre 20, article 14, paragraphe 2 du budget général**

Kpodar Ekué (Emmanuel)

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 598-MFP du 26/8/75 — Mme Suka Afiwa (Joséphine), née Edoh, titulaire du Certificat d'Aptitude au Monitorat (CAM), session de 1970, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'Enseignement en qualité de Monitrice de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie D — indice 270) et mise à la disposition du Ministre de l'Education Nationale (chapitre 24, article 4, paragraphe 8 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'Enseignement Catholique en qualité de Monitrice-Adjointe du 18 novembre 1965 au 23 juillet 1975.

La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

- monitrice de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6 ans bonification.
- monitrice de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans bonification
- monitrice de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans bonification
- monitrice de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 601-MJ-FP-T du 28/8/75 — Mlle Johnson Awoussouba Efoua (Edith Christiane), agent permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle B, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (Cap) aide-comptable et du brevet d'études professionnelles (BEP), spécialité comptable-mécanographe est, en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires des finances et de l'économie, admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et reste mise à la disposition du directeur de la fonction publique (chapitre 16, article 8 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 602-MFP du 28/8/75 — M. Bamatinam (Claude), titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'Edu-

cation nationale (chapitre 24, article 8, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 603-MFP du 28/8/75 — M. Abassah Kodjo (Pierre), titulaire du diplôme d'Etat de docteur vétérinaire de la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar (Sénégal), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité de vétérinaire-inspecteur 2<sup>ème</sup> échelon (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (budget général — chapitre 20, article 16, paragraphe 1).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 606-MJ-FP-T du 28/8/75 — Mme Nomesi, née Adjalle Akua (Jeannette), titulaire de la Licence en sciences économiques et du diplôme de l'école nationale des services du trésor de Paris (France), est admise dans le corps des fonctionnaires du trésor en qualité d'inspecteur central de 3<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mise à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 608-MJ-FP-T du 1-9-75 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Ajavon Amah (Angelo), les arrêtés n° 195-MFP du 23 juin 1966 portant engagement et n° 10-MFP du 4 janvier 1974 portant titularisation.

M. Ajavon Amah (Angelo), titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP)-session 1963, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 6 mois 7 jours lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique en qualité d'instituteur-adjoint du 1<sup>er</sup> janvier 1964 au 12 avril 1966 inclus, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

22-4-66	instituteur-adjoint de 3 <sup>ème</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon	
+ 1 a 6 m 7 j	bonification	
15-10-66	— — —	2 <sup>ème</sup> échelon
	— bonification épuisée	
15-10-68	— — —	3 <sup>ème</sup> échelon
15-10-70	— — —	4 <sup>ème</sup> échelon

15-10-72 instituteur-adjoint de 2<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
15-10-74 — — — 2<sup>ème</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde, pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 610-MJ-FP-T du 1-9-75 — M. Ahadzi Komlan Gbenyebu, titulaire du diplôme de capacité en droit, est admis dans le corps du personnel judiciaire en qualité de greffier de 2<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et affecté à la cour d'appel de Lomé (chapitre 16, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 611-MJ-FP-T du 4-9-75 — M. N'poh N'tcha, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Intégrations

Arrêté n° 589-MFP du 21-8-75 — Mme Kpodar (Marie Louise), née Laguerre, agent décisionnaire au salaire mensuel de 34.303 francs, en service au Lycée technique de Lomé, est intégrée dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur d'enseignement technique de 2<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B-indice 750) pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1975 — A.C. 8 ans 6 mois.

La situation administrative de Mme Kpodar est révisée comme suit :

— 1-6-75	— professeur technique de 2 <sup>ème</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon	— A.C. 8a 6 mois
— 1-6-75	— professeur technique de 2 <sup>ème</sup> classe 2 <sup>ème</sup> échelon	— A.C. 6a 6 mois
— 1-6-75	— — — — —	— 3 <sup>ème</sup> échelon — A.C. 4a 6 mois
— 1-6-75	— — — — —	— 4 <sup>ème</sup> échelon — A.C. 2a 6 mois
— 1-6-75	— professeur technique de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon	— A.C. 6 mois.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 590-MFP du 21-8-75 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. Ajavon (Sébastien) l'arrêté n° 727-MFP du 13 octobre 1972 portant nomination et l'arrêté n° 41-MFP du 15 janvier 1974 portant titularisation.

M. Ajavon (Sébastien), instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C-indice 750) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.-ENI-session de 1972), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B-indice 750) pour compter du 27 septembre 1972 (A.C. 7 mois 6 jours) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général, exercice 1974 et chapitre 24, article 7 du budget général, exercice 1975).

M. Ajavon est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 21 février 1974.

Arrêté n° 592-MFP du 22-8-75 — M. Lawson Latévi (Godfroy), adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

du corps des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme d'administration publique de l'Institut de Coopération Internationale de l'Université d'Ottawa (Canada), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B-indice 750) pour compter du 20 mai 1975 — A.C. 1a 4m 19j. (chapitre 24, article 7 du budget général).

Arrêté n° 605-MJ-FP-T du 28-8-75 — Les inspecteurs de l'enseignement du premier degré (catégorie A2) ci-après désignés, admis au concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale, session de 1975, sont intégrés ainsi qu'il suit dans la catégorie A1 pour compter du 4 avril 1975 :

NOM ET PRENOMS	Ancienne situation	Nouvelle situation	A.C.
Amedegnato Amoussou Vigniko (Ferdinand)	inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 1700)	inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 1750)	5m 18j
Agbenowossi-Koffi Kodjo (Mathieu)	inspecteur de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 1800)	inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 1900)	néant
Dravie Anakpan Ananigan Vodoua (Ferdinand)	inspecteur de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 1900)	inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 1900)	1a 3m 3j
Gbadoe Kangni Azankpo	inspecteur de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 1900)	inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 1900)	1a 6m 3j
Salako Koffi (Sylvanus)	inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 1600)	inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 1600)	1a 6m 3j
Ada Kokou (Jonathan)	inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 1700)	inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 1750)	5m 18j
Guezere Benicroa (Pierre)	inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 1400)	inspecteur de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 1450)	6m 7j
Maboudou Kokouvi (Richard)	inspecteur de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 1900)	inspecteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 1900)	1a 3m 3j

Arrêté n° 612-MFP du 4-9-75 — M. Amegee Koffi, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 1050), qui a suivi avec succès les cours de l'école nationale des services du trésor de Paris (France), est rayé du corps des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans celui du trésor en qualité d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 14 avril 1975 — A.C. 1 an 3 mois 13 jours).

L'intéressé conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 5 du budget général).

Arrêté n° 613-MFP du 4-9-75 — M. Haden Mensah (Thomas), secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 1050) du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a suivi avec succès les cours de l'Ecole nationale des services du trésor de Paris (France), est rayé de son corps d'origine et intégré dans celui du trésor en qualité d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 13 avril 1975 — A.C. 3 mois et 12 jours.

### Titularisation

Arrêté n° 599-MJ-FP-T du 27-8-75 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 71-MFP du 29 janvier 1974 portant titularisation.

Les instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.-E.N.I.) (session de l'année 1972), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 — A.C. 3 mois 3 jours :

Balouki (Dominique)

Boukari Karimatou, née Alassani

Dandaba (Frédéric)

Sibiti F. Yacoubou

Banna Issa

Sognonvi Atadégnon (Paul).

**Régularisation de situation administrative**

Arrêté n° 604-MFP du 28-8-75 — Une bonification d'ancienneté est accordée aux infirmiers et infirmières adjoints et aides sanitaires 1<sup>er</sup> échelon, du corps du

personnel médical et technique de la santé publique ci-après désignés, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969, dans les conditions suivantes :

NOM et Prénoms	Date d'engagement	Date d'intégration	Ancienneté acquise	Bonification des 2/3 accordée
Ayivor (Désirée)	1-6-55	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Comlan (Fauconnet Antoine)	16-3-56	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Gam (Anne)	1-9-65	1-6-73	7 ans 9 mois	5 ans 2 mois
Kossi (Martin)	8-7-68	1-6-73	4 ans 10 mois 23 jours	3 ans 3 mois 5 jours
Belei (Marcellin)	2-2-58	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Amouzou (Etienne)	24-9-70	1-6-73	2 ans 8 mois 7 jours	1 an 9 mois 14 jours
Namoura Nana	1-4-56	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Sonhayé Kpanté	1-3-63	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Kegbero A. Soulé	1-1-43	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
N'Da (Cyrille)	1-12-62	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Laré Doubali (Firmin)	10-4-67	1-6-73	6 ans 1 mois 21 jours	4 ans 1 mois 4 jours
Amouzou Folly A. (Robert)	1-8-66	1-6-73	6 ans 10 mois	4 ans 6 mois 20 jours
Ago (Raphaël)	19-3-68	1-6-73	5 ans 2 mois 12 jours	3 ans 5 mois 18 jours
Hayibia Boukpatha (Séraphin)	5-10-71	1-6-73	1 an 7 mois 26 jours	1 an 1 mois 7 jours
Kangou K. (Eugène)	4-7-61	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Tsazodi (Faustin)	1-3-38	1-6-73	plus de 9 ans	6 ans
Tape Ouadja	14-7-64	1-6-73	8 ans 10 mois 17 jours	5 ans 11 mois 1 jour

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Ayivor (Désirée) et Comlan F. (Antoine)

1-6-74 infirmiers-adjoints 2<sup>e</sup> échelon + 6 ans bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 4 ans —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 2 ans —

Gam (Anne)

1-6-74 infirmière-adjointe 2<sup>e</sup> échelon + 5 ans 2 mois bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 3 ans 2 mois —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 1 an 2 mois —

Kossi (Martin)

1-6-74 infirmier-adjoint 2<sup>e</sup> échelon + 3 ans 3 mois 5 jours bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 1 an 3 mois 5 jours —

Belei (Marcellin)

1-6-74 infirmier-adjoint 2<sup>e</sup> échelon + 6 ans bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 4 ans —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 2 ans —

Namoura Nana, Sonhayé Kpanté, Kegbero A. Soulé et

Tsazodi (Faustin)

1-6-74 infirmiers-adjoints 2<sup>e</sup> échelon + 6 ans bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 4 ans —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 2 ans —

Tape Ouadja

1-6-74 infirmier-adjoint 2<sup>e</sup> échelon + 5 ans 11 mois 1 jour bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 3 ans 11 mois 1 jour —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 1 an 11 mois 1 jour —

N'Da (Cyrille)

1-6-74 aide-sanitaire 2<sup>e</sup> échelon + 6 ans bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 4 ans —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 2 ans —

Laré Doubali (Firmin)

1-6-74 aide-sanitaire 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans 1 mois 4 jours bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans 1 mois 4 jours —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 1 mois 4 jours —

Amouzou Folly A. (Robert)

1-6-74 aide-sanitaire 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans 6 mois 20 jours bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans 6 mois 20 jours —

1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 6 mois 20 jours —

Ago (Raphaël)

1-6-74 aide-sanitaire 2<sup>e</sup> échelon + 3 ans 5 mois 18 jours bonification

1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 1 an 5 mois 18 jours —



Kangou K. (Eugène)

1-6-74 aide-sanitaire 2<sup>e</sup> échelon + 6 ans bonification  
1-6-74 — 3<sup>e</sup> échelon + 4 ans —  
1-6-74 — 4<sup>e</sup> échelon + 2 ans —.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1974.

### Radiation

Arrêté n° 583-MJ-FP-T du 25-8-75 M. Hillah Ayi (Ambroise), instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, en service à l'école primaire publique Kutschenritter à Kpota-Anèho, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 28 janvier 1975.

### Démission

Arrêté n° 587-MJ-FP-T du 19-8-75 — M. Akakpo (Séraphin Michel), agent spécialisé de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, en absence irrégulière depuis le 16 juillet 1974, est considéré comme démissionnaire.

### Rectificatif

**RECTIFICATIF du 18-8-75 à l'arrêté n° 433-MFP du 3 juin 1975 en ce qui concerne M. Alinde K. (Casimir).**

.. .. .  
.. .. .

### Au lieu de :

Les fonctionnaires désignés ci-après, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1975 :

#### Santé :

Alinde K. (Casimir), infirmier principal C.E.

#### Lire :

Les fonctionnaires désignés ci-après, ayant atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975 :

#### Santé :

Alinde Kouassi (Casimir), infirmier principal C.E.  
Le reste sans changement.

## MINISTERE DE L'INFORMATION, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### Nominations

Arrêté n° 6-Minfo-PT du 21-8-75 — M. Lawson Body Assion Messan Azo, instituteur-adjoint, est nommé attaché de cabinet du ministre de l'information, des postes et télécommunications, en remplacement de M. Gbakonou Aboèoudja.

Les traitements et indemnités diverses de l'intéressé sont imputables au chapitre 26, article 2 du Budget Général.

Le présent arrêté prend effet, pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 7-Minfo-PT du 21-8-75 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 7-Minfo portant nomination de M. Gonçalves Kodjo, chef de la division des programmes du service de la télévision.

M. Ouyi Tassane, administrateur de la radio, est nommé chef de la division des programmes du service de la télévision, en remplacement de M. Gonçalves Kodjo parti en stage.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 8-Minfo-PT du 2-9-75 — M. Sodatonou Messan, administrateur de la radio, est nommé directeur adjoint du service du cinéma et des actualités audiovisuelles.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 9-Minfo-PT du 4-9-75 — M. Nenonene Kouma (Seth), inspecteur 3<sup>e</sup> échelon des postes et télécommunications, est nommé directeur du service des télécommunications.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 8 septembre 1975.

## MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

### ARRETE N° 11-MDR du 26 août 1975 portant création de l'institut national des plantes à tubercules.

LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL,

Vu le décret n° 75-42 du 14 mars 1975 portant organisation et définition des ministères du développement rural et de l'équipement rural,

### ARRETE :

Article premier — Il est créé un Institut National des Plantes à Tubercules (INPT) rattaché au ministère du développement rural.

Art. 2. — L'objet de l'institut national des plantes à tubercules est :

La conception, l'exécution et le contrôle de tout programme de recherche et d'adaptation de matériel végétal en vue de toutes opérations aux fins de la culture et de la transformation des plantes à tubercules. L'institut national des plantes à tubercules s'intéresse également aux cultures qui s'intègrent dans un système de rotation avec les tubercules.

La création, par lui-même ou par des groupements d'agriculteurs encadrés, de plantations modèles et la mise au point d'unités de transformation pilotes concrétisant les résultats de la recherche.

Art. 3. — Le directeur de l'institut national des plantes à tubercules est nommé par arrêté du ministre du développement rural.

Il organise les structures de l'institut et définit les moyens d'action qui sont notamment :

L'inventaire et la collection au niveau de chaque région des variétés intéressantes pour leurs qualités agronomiques et industrielles dans les stations régionales et centres d'expérimentation ;

L'organisation de la recherche surtout appliquée par des essais d'adaptation ;

L'étude de la diversification des dérivés des tubercules en particulier ceux du manioc en ce qui concerne leur utilisation dans les industries :

- Alimentaires
- Textiles
- Des adhésifs
- Du papier
- Des provendes composées et concentrées.

Faire tout ce qui est nécessaire pour informer et éduquer la masse rurale dans l'optique d'une culture rationnelle avec des variétés choisies.

Art. 4. — L'institut national des plantes à tubercules bénéficie d'une part de la collaboration de tous les services techniques des ministères du développement rural et de l'équipement rural et d'autre part de l'assistance et du concours de tous les services administratifs et organismes intéressés à un titre ou à un autre aux problèmes de développement de la culture des plantes à tubercules.

Art. 5. — A titre indicatif et de façon prioritaire mais non limitative, les opérations de démarrage de l'institut concernent le manioc et l'igname.

Art. 6. — Le présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera enregistré au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 26 août 1975

O. Bagnah

### Nominations

Arrêté n° 10-MDR du 20-8-75 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 9-MDR du 31-7-75 portant nomination de M. Kambia Essobéhéyi adjoint au directeur général de la SONAPH.

M. Bebessiki Lokou, ingénieur d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (catégorie A1) est nommé adjoint au directeur général de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH).

Les émoluments de M. Bebessiki demeurent imputables sur le budget de la SONAPH.

M. Kambia Essobéhéyi, ingénieur d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1) est mis à

la disposition de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH).

Son traitement sera supporté par le budget de la SONAPH.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 195-MDR du 22-8-75 — M. Idrissou Adamou, dactylographe permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle C, en service à la ferme avicole de Baguida, est nommé billeteur du personnel de ladite ferme, en remplacement de M. Amedome (Edouard), affecté au service des pêches à Anécho.

L'intéressé aura droit aux indemnités de billetterie prévues par les textes en vigueur.

La présente décision prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975.

Arrêté n° 12-MDR du 26-8-75 — M. Olympio Hilawani Kodjo, ingénieur d'agriculture, pédologue, est nommé directeur de l'institut national des plantes à tubercules.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

## DIVERS

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### Caisses d'avance

Arrêté n° 234-MFE-FA du 15-7-75 — Le plafond de l'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance créée auprès du service des postes et télécommunications est de nouveau porté de soixante quinze mille francs (75.000) à deux cent mille (200.000) francs.

L'augmentation de la caisse d'avance ainsi accordée est imputable au budget général du Togo, chapitre 19, article 8, exercice 1975.

Arrêté n° 282-MFE-Cab du 11-8-75 — Il est créé auprès de la direction du génie rural une caisse d'avance pour effectuer les menues dépenses dans le cadre de la réalisation des leviers topographiques des zones à aménager et à irriguer à Agome-Glozou et à Anié-Tchébébé (Programme de Coopération Togo-Corée du Nord).

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur est fixé à deux millions (2.000.000) de francs CFA, renouvelable dans les formes réglementaires.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement, exercice 1973, titre II, chapitre 2, article 1, paragraphe 1, rubrique b.

M. Boè-Allah Latévi Lawson, directeur du génie rural est nommé régisseur de la caisse d'avance.

M. Boè-Allah Latévi Lawson devra justifier dans les formes réglementaires de l'avance mise à sa disposition.

Le directeur des finances, le trésorier-payeur et le directeur du service du financement et du contrôle de l'exécution du plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

### Rôles

Arrêté n° 227-MFE-AI du 9-7-75 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1975 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

40 Lama-Kara	Patentes	709.549	
	Licences	145.000	
	F.N.I.	73.440	
			927.989
41 Pagouda	Patentes	216.587	
	Licences	37.500	
	F.N.I.	27.287	
			281.374
42 Niamtougou	Patentes	137.378	
	Licences	85.000	
	F.N.I.	12.266	
			234.644
43 Kandé	Patentes	38.990	
	Licences	20.000	
	F.N.I.	6.133	
			65.123
			1.509.130

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million cinq cent neuf mille cent trente francs est fixée au 10 juin 1975.

Arrêté n° 228-MFE-AI du 9-7-75 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1975 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

44 Mango	Patentes	210.035	
	Licences	27.500	
	F.N.I.	24.532	
			262.067
45 Dapaon	Patentes	622.974	
	Licences	163.000	
	F.N.I.	57.329	
			843.303
46 Atakpamé	B.I.C. (I.M.F.)	50.000	
47 Dapaon	Taxe / armes perfectionnées	97.000	
48 Dapaon	Taxe / armes non perfectionnées	167.100	
			1.419.470

#### BUDGET DE CIRCONSCRIPTION

47 Dapaon	CA / armes perfectionnées	48.500	
48 Dapaon	CA / armes non perfectionnées	83.550	
			132.050
			1.551.520

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million cinq cent cinquante et un mille cinq cent vingt francs est fixée au 20 juin 1975.

Arrêté n° 229-MFE-AI du 9-7-75 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1975 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

34 Kloto	Patentes	1.065.608	
	Licences	368.000	
			1.433.608
35 Atakpamé	Patentes	933.689	
	Licences	277.000	
			1.210.689
36 Kloto	Patentes	318.315	
	Licences	132.000	
			450.315
37 Amlamé	Patentes	500.491	
	Licences	118.000	
			618.491
			3.713.103

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions sept cent treize mille cent trois francs est fixée au 20 juin 1975.

Arrêté n° 230-MFE-AI du 9-7-75 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1975 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

28 Kpalimé	B.I.C. (IMF)	1.391.798	
	F.N.I.	359.152	
			1.750.950
29 Atakpamé	B.I.C. (IMF)	1.470.503	
	F.N.I.	228.740	
			1.699.243
30 Notse	B.I.C. (IMF)	81.200	
31 Badou	B.I.C. (IMF)	194.620	
32 Atakpamé	B.I.C. (IMF)	168.415	
33 Kloto	B.I.C. (IMF)	110.003	
			4.004.431

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions quatre mille quatre cent trente et un francs est fixée au 20 juin 1975.

Arrêté n° 231-MFE-AI du 15-7-75 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1975 ci-après :

#### BUDGET COMMUNAL

60 Lomé	T.V.L.	1.208.091	
	T.V.V.	9.750	
	T.V.	889.902	
			2.107.743
61 Lomé	T.V.L.	1.461.607	
	T.V.V.	3.024	
	T.V.	905.952	
			2.370.583
			4.478.326

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre millions quatre cent soixante dix huit mille trois cent vingt six francs est fixée au 30 juin 1975.

Arrêté n° 232-MFE-AI du 15-7-75 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1975 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

59 Lomé	B.I.C.	1.258.925.375	
	F.N.I.	2.487.235	
			1.261.412.610

#### HORS BUDGET 112-36

59 Lomé	Amendes de retard	1.443.060	
			1.262.855.670

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un milliard deux cent soixante deux millions huit cent cinquante cinq mille six cent soixante dix francs est fixée au 25 juin 1975.

Arrêté n° 233-MFE-AI du 15-7-75 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1975 ci-dessous :

#### BUDGET GENERAL

58 Lomé B.I.C. ....	7.286.249	
B.N.C. ....	3.392.803	
I.G.R. ....	11.480.812	
F.N.I. ....	523.457	
		22.683.321

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de vingt deux millions six cent quatre-vingt trois mille trois cent vingt et un francs est fixée au 20 juin 1975.

### MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

#### Admission

Décision n° 211-MDR-EFDR du 9-9-75 — Sont déclarés définitivement admis au centre de formation professionnelle agricole de Tové, les candidats dont les noms suivent :

#### 1°) — Pour l'école nationale d'agriculture

Malika Do Outa L.  
Tchedre Koriko Essosinam  
Agbedigue K. C. Adem  
Konu Komlan Djidjogbe  
Tewuia Kossi  
Gnofam Nandja  
Alikoura Easo Wazina  
Anade Tchagom  
Akato Kokou  
Panesse Potobéréou  
Toguima K. Koffi  
Azouma Kpatila Amédodzi  
Dzowla Koffi Edem  
Agbakpe Koffi Gomido  
Lamboni Yatouti Moandou  
Aroukoum Akla Essomlaw  
Agbemedji Kossi Lébene  
Aleme Yacta  
Bikor Aziankou Azomégnon  
Simdjalem Massama  
Gnagblokou Noussiato  
Messan Katè  
Albarka Baba Bakpawè  
Baeta Kossivi  
Djalogue Gouméban

Alassani Moussa  
Akim Komlan Attissogbé  
Chakpla Akouavi  
Pekpe Akoua  
Agrien Djobo Essowavana

#### 2°) — Pour le centre d'apprentissage agricole

Guenoukpati Ablam  
Ahorokou Akasséa Imery  
Ourognemi Tchagao  
Kpantanga Kolida  
Soga Balakiyéna  
Amah Dossavi  
Padjama Menfiéttétou  
Edah Komi Adogo  
Wilson Séwa Kpomadjala  
Sotowou Komla  
Kounougna Koffi Elémawussi  
Kolani Mongbeni  
Boukari Alassani  
Matta Tchalim  
Loche Yawo Dimana  
Kondo Katanga  
Dedzia Kodjo Agbéko  
Avevi Afanoukoè Samatchi  
Egu Koffigan Agbemagna  
Gbedohou Koffitchè Tchalla  
Banizi Yom  
Kolani Tigourd  
Tchedré Boliwe  
Lakougnon Laméguna  
Sekeressé Tchaso  
Mataka Batassim  
Gbougbor Kodjo Agbéléwossi  
Aboudjo Komlan Améwuga  
Kolani Nibssouble  
Egah Koffi Agbekponou  
Soune Fantchao  
Gbedey Comla Guwami  
Tchatchibara Yawou  
Kalouki Pinda Talaknawè  
Nayo Komi Agbényigan  
Nadje Nana Bordjamba  
Ekpédjo Kanazogo Yawo  
Patabadi Toyou  
Kambara Sarama Yanga  
Danto Ada Moussa  
Napo Koffi  
Takassi Tchocé Nicabou

La date de rentrée au centre est fixée au mercredi 1<sup>er</sup> octobre 1975 à 8 heures précises.